

CAMEROUN : IMPACT DE BOKO-HARAM SUR LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES SOCIOECONOMIQUES LE LONG DE LA ROUTE MORA-DABANGA-KOUSSERI (2003-2018)

ROMÉO AIMÉ KOUANOU

Université de Dschang (Cameroun)

rkouanou@gmail.com / rkouanou@yahoo.com

Résumé

L'Extrême-Nord Cameroun depuis des décennies a toujours fait l'objet d'une situation sécuritaire précaire. C'est en ce sens que cette région a connu plusieurs crises sécuritaires au rang desquelles il y'a la secte terroriste Boko Haram dont les exactions ont eu des impacts néfastes sur le développement économique notamment dans le secteur des infrastructures routières. Ainsi, l'objet de cette étude repose sur l'impact économique des exactions terroristes de Boko Haram sur les travaux de réfection de la route Mora-Dabanga-Kousseri. De ce fait, il se dégage que la crise sécuritaire liée à Boko Haram freinent le développement des activités économiques sur la route Mora-Dabanga-Kousseri. Cette analyse qui se fonde sur l'exploitation des sources orales aboutit au résultat selon lequel les attaques terroristes de Boko Haram a stoppé le développement de la route Mora-Dabanga-Kousseri et causé d'énormes pertes économiques.

Mots-clés : *Impact, crise-sécuritaire, infrastructures routières, Cameroun*

Abstract

Far North Cameroon for decades has always been the subject of a precarious security situation. It is with this in mind that this region has experienced several security crises. Among these, there is the terrorist sect Boko Haram, whose abuses have had harmful impacts on economic development, particularly in the road infrastructure sector. Thus, the subject of this study is based on the economic impact of the terrorist abuses by Boko Haram on the repair works of the Mora-Dabanga-Kousseri road. As a result, it emerges that the security crisis linked to Boko Haram is hampering the development of economic activities on the Maroua-Kousseri. This analysis, which is based on the exploitation of oral and written sources associated with an exegetical method applied to the regulatory provisions in the matter, from a diachronic perspective leads to the result according to which the terrorist attacks by Boko Haram halted the development of the Mora route. -Dabanga-Kousseri and caused enormous economic losses.

Keywords: *Impact, security-crisis, road infrastructure, Cameroon*

Introduction

Le bassin du Lac Tchad est confronté, depuis plus d'une décennie, à une mutation des menaces qui pèsent sur la sécurité de la

zone Soudano-Sahélienne. Ainsi, depuis 2003 avec les premiers attentats de Boko Haram dans la région du Nord-Est du Nigéria notamment l'État de Borno où le terrorisme islamiste a pris un essor considérable en termes de dangerosité, acquérant ainsi une capacité de nuisance pour les États environnants du Lac Tchad. Aux guerres dites classiques qui prévalaient jusqu'alors, c'est-à-dire conventionnées et précisément définies, a ainsi succédé un type de conflit absolument déstructuré et anachronique, plus proche d'une guérilla que d'une guerre traditionnelle, qui a bouleversé l'ensemble de la doctrine militaro-stratégique de la communauté internationale. En d'autres termes, on est passé d'une guerre insurrectionnelle à une guerre contre-insurrectionnelle. Ce nouveau défi pour les pays riverain membres de la Commission de Bassin du Lac Tchad, victimes des exactions de la secte terroriste n'est pas sans avoir un impact évident sur le développement économique en occurrence dans le secteur des infrastructures routières comme ce fut le cas avec la route Mora-Dabanga-Kousseri.

De ce fait, une importante littérature s'est constituée ces dernières années au tour de la question de sécurité et développement économique. Sa nécessité depuis le sommet de Durban en Afrique du Sud en 2003 semble s'imposer de fait. D'où sa devise : « la route du développement passe par le développement de la route ».

Le problème soulevé par cette étude impose à s'interroger sur l'impact des crises sécuritaires sur le développement des infrastructures routières. Ainsi, quel est l'impact des actes terroristes de Boko Haram sur le développement des activités socioéconomiques le long de la route Mora-Dabanga-Kousseri ? La réponse à cette question se trouve en partie dans l'analyse de la genèse de cette secte islamiste terroriste et l'impact économique de ses exactions au Cameroun en occurrence sur la route Mora-Dabanga-Kousseri. La méthode diachronique qui est utilisée ici a pour but d'établir les faits relatifs à l'évolution de la nébuleuse Boko Haram et l'impact néfaste de ses exactions sur les activités socio-économiques tout au long de la route Mora-Dabanga-Kousseri. Cet article est structuré autour de deux grands axes à savoir l'état des lieux de la situation sécuritaire dans l'Extrême-Nord Cameroun et l'impact des attaques de la secte Boko Haram sur le développement économique de la route Mora-Dabanga-Kousseri.

1. État des lieux de la situation sécuritaire dans l'extrême-nord Cameroun : genèse et implantation de Boko Haram (2003-2013)

1.1. Genèse de la secte terroriste Boko Haram depuis 2003 au Nigéria

Les racines historiques de la secte Boko Haram se trouvent à Maiduguri, État du Borno, à l'Extrême-Nord-est du Nigéria. C'est dans cette ville qu'au début des années 2000, Mohammed Yusuf installe une mosquée et une école coranique qui attirent de nombreux jeunes musulmans pauvres du Nord. Il y enseigne le Coran et un islam radical qui refuse le mode de vie et les principes occidentaux ; il y dénonce également la corruption des hommes politiques qui détournent la rente pétrolière et qui laissent les populations du Nord dans une misère profonde. Les membres de Boko Haram ont recours à la violence pour la première fois en décembre 2003 lorsqu'ils ont attaqué des postes de police et des bâtiments publics dans l'État de Yobe en signe de contestation. À partir de là, Boko Haram a commencé à s'armer et à multiplier les actes de violence et les attentats dans le Nord-Est du pays. La véritable rupture a lieu en juin 2009 lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des membres de Boko Haram qui défilaient dans un cortège funèbre. Mohammed Yusuf qui demandait justice s'est vu plutôt débouté par le gouverneur de l'État du Borno qui a décidé de procéder à une grande répression policière contre la secte. La réaction de Boko Haram a été immédiate, ses membres lancèrent une série d'attentats contre les symboles du pouvoir politique. Les 26 et 27 juillet 2003 furent les jours très meurtriers pour le Nord du Nigéria ; les États du Bauchi, Kano, Borno, et Yobe ont été la cible des attaques de Boko Haram, tandis que la réaction policière n'a fait qu'augmenter le nombre de morts. Le bilan de ces affrontements sanglants entre la police et Boko Haram s'est élevé à huit cent morts en quelques jours (Denece, 2011 : 51). Mohammed Yusuf a été arrêté, torturé et exécuté par les forces de sécurité pendant sa garde en vue. Le gouvernement pense alors avoir éradiqué la secte Boko Haram. En réalité cette exécution a eu pour seul effet de faire basculer Boko Haram dans un islamisme terroriste et un désir de vengeance qui déstabilise l'ensemble du pays. Les membres de la secte dans leur fuite se réfugient dans les pays riverains au Lac Tchad (Cameroun, Tschad...), où ils se sont réorganisés pour revenir en force en juillet 2010 avec de nouveaux

attentats contre les postes de polices et les symboles du pouvoir. En septembre 2010, Boko Haram a mené l'assaut contre une prison dans l'État de Bauchi et a libéré 732 prisonniers dont 150 islamistes.

Après la fuite des membres de Boko Haram dans les pays voisins en 2009, deux branches ont été développées à l'intérieur de la secte. Ainsi la branche historique de Boko Haram dirigée par Abubakar Shekau est restée tournée vers les questions intérieures. À partir de juillet 2010, les attentats perpétrés par Boko Haram n'ont cessé de s'accroître et de s'étendre territorialement. Les attaques sont devenues de plus en plus meurtrières et violentes. Ces attaques visent les populations musulmanes modérées accusées de trahir l'islam en adhérant aux principes occidentaux, ainsi que la communauté chrétienne que Boko Haram veut voir chassée du nord du Nigéria. Elle s'en prend également aux emblèmes du pouvoir politique. Ces attentats sont menés par la secte à l'intérieur du pays contre des cibles nigérianes. La menace islamiste semble alors endogène et les revendications restent du domaine du national, contrairement aux mouvements terroristes internationaux.⁴

En marge de ce mouvement endogène se développe une cellule internationaliste dirigée par Mamman Nur, numéro trois de Boko Haram. Selon Marc-Antoine Pérouse de Montclos, spécialiste de Boko Haram, c'est au moment de l'exil que les élites de Boko Haram ont été récupérées par des groupes djihadistes internationaux. Il déclare à ce propos qu' « après 2009, on assiste à un changement du discours de la secte qui devient plus djihadiste et globale ». Mamman Nur s'est réfugié en Somalie, avec ses partisans, lorsque la secte a été dissoute en 2009. Le gouvernement nigérian les soupçonne d'avoir suivi des entraînements militaires dans les camps des Shebbab somaliens avant de revenir au pays. On attribue à Mamman Nur les évolutions stratégiques et l'introduction de nouveaux modes opératoires de la secte Boko Haram. Ce dernier est notamment désigné comme le cerveau de l'attaque du 26 août 2011 contre les bureaux des Nations Unies à Abuja, premier signe de la volonté de Boko Haram de mener des actions internationales dans la lignée des actes terroristes d'AlQaïda et d'AQMI. Peu à peu, Boko Haram va se tourner vers de nouvelles techniques proches de celles d'AlQaïda comme les attentats-suicides,

⁴ http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/12/29/le-nigeria-face-au-spectre-d-une-guerre-de-religion_1623966_3212.html

L'utilisation de kamikazes, les enlèvements (d'abord de politiques nigériens, par la suite des Occidentaux et enfin des populations vivantes issues des localités avoisinantes au Nigéria ainsi que leur bien notamment le bétail) et les meurtres. Boko Haram se divise donc en différentes cellules qui sont bien souvent indépendantes de toute soumission à une hiérarchie. Abubakar Shekau ne dirige plus qu'une partie de Boko Haram et les groupes dissidents échappent de plus en plus à sa mainmise. La cellule internationaliste comprend moins de membres que la cellule historique d'Abubakar Shekau. Toutefois, elle reste sans doute la plus dangereuse du point de vue de ses liens avec les islamistes sahéliers. En effet, petit à petit Boko Haram a tissé des liens avec Al Shabaab, AQMI et les autres groupes djihadistes de la région. Un rapport de l'ONU de décembre 2011 faisait déjà état d'une centaine de combattants de Boko Haram ayant reçu une formation militaire dans les camps d'AQMI au Mali ; dans le contexte actuel de la guerre dans ce même État, les liens entre la secte et les groupes islamistes sahéliers vont en se renforçant et les combattants de Boko Haram leur prêtent main forte dans le conflit. Même si depuis son retour au Nigéria en 2010 Boko Haram a toujours eu en son sein une branche internationaliste, il est vrai que depuis le début de l'année 2013 cette cellule internationaliste est devenue particulièrement active. Le mois de février est notamment marqué par les assassinats successifs de travailleurs humanitaires dans la région de Kano et de Potiskum. Même si ces meurtres ne sont pas revendiqués, la méthode utilisée (des hommes à moto qui ouvrent le feu sur des civils) est habituellement celle des membres de Boko Haram. De nouvelles cibles internationales semblent donc visées. La secte paraît adhérer à l'idée islamiste selon laquelle la vaccination contre la polio serait un complot des Occidentaux pour stériliser les femmes et ainsi mettre fin à la civilisation musulmane (voir le cas des travailleurs humanitaires tués au Pakistan en décembre 2012). C'est dans le cadre de leur fuite face à l'armée nigérienne que la secte s'est implantée au Cameroun. Depuis 2013, les attaques de Boko Haram se sont étendues à l'Extrême-Nord du Cameroun avec de graves conséquences socioéconomiques, sécuritaires et humanitaires. (Denece, 2011 : 51)/

1.2. Chronologie des violences de Boko Haram dans l'Extrême-Nord Cameroun

La répression menée à partir de 2009 à son encontre par les forces nigérianes entraîne une radicalisation des violences au Nigeria (Higazi, 2015 : 11) et conduit le mouvement à utiliser progressivement le Cameroun comme espace d'approvisionnement. L'enlèvement d'une famille française en février 2013 attire l'attention internationale (mais également nationale) sur l'activité supposée de ce groupe armé au Cameroun. Les modalités de négociation et la stratégie adoptées par le gouvernement et les forces de sécurité camerounaises sont alors celles qui prévalent par la suite lorsque les activités de Boko Haram se diffusent sur le territoire : intermédiation des élites politiques locales (députés, chefs traditionnels) capables de naviguer entre Cameroun et Nigeria, mise en retrait de l'administration, mobilisation des forces spéciales – Brigade d'intervention rapide (BIR) notamment. Cependant, malgré la présence de ces forces armées, les populations de l'Extrême-Nord ressentent de plus en plus la pénétration du mouvement, du fait de la répression conduite par les forces nigérianes d'abord, puis de l'arrivée massive de Nigériens menacés et installés dans des villages de la région et enfin, alors que les forces nigérianes se retirent à partir de juin 2014, par le mouvement lui-même. (Higazi, 2015 : 19).

Les premiers cadres de la secte se sont réfugiés ponctuellement au Cameroun dès 2009, lors de la première grande offensive nigériane contre la secte, puis, de manière plus systématique à partir de mi-2013. Des attaques ciblées, parfois suivies de représailles de l'armée nigériane, se sont ensuite multipliées à partir du début de 2014. Le front du conflit pénètre au Cameroun, notamment autour de la ville frontalière d'Amchidé, et y demeure. Les attaques violentes contre des villages camerounais s'enchaînent et les premiers recrutements de jeunes Camerounais sont mis au jour début 2014. Les attaques s'accompagnent d'assassinats ciblés de chefs traditionnels, d'enfants, ainsi que de messages de menaces à destination des populations. Face aux perturbations logistiques que connaît Boko Haram, du fait des saisies d'armes et de l'arrestation de certains de ses logisticiens au Cameroun, le groupe intensifie les attaques dans ce pays et met la région sous pression. L'enlèvement de religieux européens et canadiens en avril

2014 peut être compris de la sorte, comme celui des travailleurs chinois le mois suivant. (Higazi, 2015 : 56)

L'armée nigériane perdant du terrain entre juin et août 2014, les espaces frontaliers du Cameroun se retrouvent aux mains de la secte. Les Nigériens affluent alors en masse au Cameroun (en mai 2015, le Haut Comité des Nations unies pour les Réfugiés compte 74 000 réfugiés nigériens au Cameroun). Les incursions visant à se ravitailler en armes, en nourriture et en bétail se multiplient et pénètrent, bien plus qu'avant, en territoire camerounais. En face, la stratégie militaire et politique camerounaise s'adapte : le gouverneur de la région, dépassé par les événements, est muté ; une quatrième région militaire est créée dans le Nord au mois d'août. Les découvertes de caches d'armes et les arrestations se font plus nombreuses. Villageois et élites reconnaissent que le recrutement s'accélère et que des centaines de jeunes disparaissent. Le nombre et le niveau de violence des attaques de Boko Haram s'intensifient, avec pour objectif probable de s'installer près du Lac Tchad, dans le Logone et Chari, une zone de confins, riche en ressources naturelles, en armes et en hommes disponibles (d'anciens rebelles tchadiens, notamment). Suite à la prise de la ville de Baga, au bord du Lac, les forces tchadiennes font route vers cette zone à partir de la mi-janvier 2015. Mais depuis septembre 2014, c'est tout l'Extrême-Nord qui connaît une recrudescence de la violence. Les incursions dans les villages sont quasi quotidiennes ; les exécutions de chefs et parfois d'imams deviennent régulières ; l'usage de roquettes et de mines ainsi que l'attaque directe des camps militaires se multiplient.

Face à cette pression devenue difficilement soutenable à la fin de l'année 2014, le Cameroun s'est résolu à accepter le soutien militaire tchadien, puis la coopération internationale en janvier 2015. Jusque-là, les autorités camerounaises n'ont pas souhaité demander de soutien direct. Si les forces camerounaises n'ont pas subi de revers dramatiques, l'intensification des attaques et la débâcle nigériane semblent avoir convaincu le président Biya d'accepter du renfort pour l'armée camerounaise, qui travaille à la limite de ses capacités humaines, et plus particulièrement les forces spéciales. C'est ainsi que le gouvernement camerounais a autorisé l'armée tchadienne à pénétrer sur son territoire et que les réunions internationales se sont multipliées au Niger et au Cameroun, afin de mettre sur pied une force multinationale composée de plusieurs milliers d'hommes. Depuis février 2015, le rapport de

forces militaire a donc changé, du fait de l'intervention tchadienne, du changement de stratégie nigériane (dans la perspective et à la suite des élections) et du soutien international. Si le niveau de coopération entre les armées de la région est considéré comme insuffisant, il ne fait pas de doute que la multiplication des assauts dans la partie la plus septentrionale du Cameroun a permis une accalmie. Les forces de Boko Haram n'ont cependant pas déserté le pays, se réfugiant dans la zone des monts Mandara où ils cherchent à s'approvisionner alors que, pour la secte, les espaces au Nigeria se réduisent. Toutefois, il est impératif de s'interroger sur l'impact de ces exactions sécuritaires de Boko Haram sur cette route transnationale.

2. Impact socioéconomique de la nébuleuse Boko Haram sur l'évolution de la route Mora-Dabanga-Kousseri (2014-2018)

La route, vecteur du développement et support physique des échanges, est à la fois un facilitateur et un amplificateur des activités économiques d'un pays. De nos jours, quel que soit le projet de développement envisagé, la réalisation de cette infrastructure dite de base est d'abord entreprise, d'où la devise du congrès Mondial de la Route à Durban en 2003 selon laquelle, « La route du développement passe par le développement de la route ».

2.1. Impact sur l'arrêt des travaux de construction de la route Mora-Dabanga-Kousseri (16 mai 2014)

Après 4 ans de suspension, suite à des attaques de Boko Haram, le Cameroun relance les travaux d'une route ouvrant sur le Tchad. En effet, les travaux de construction de la route Mora-Dabanga-Kousséri, sur un linéaire de plus de 212 kilomètres avaient été stoppés suite aux attaques terroristes de la nébuleuse Boko Haram. Ce chantier, qui avait débuté par la construction du tronçon Mora-Dabanga, avait par la suite été interrompu, le 16 mai 2014, à la suite d'une attaque de la base-vie de la société chinoise Sinohydro, alors chargée d'exécuter les travaux. Cette attaque menée par des terroristes de Boko Haram s'était soldée par l'enlèvement de 10 employés de la société susmentionnée, lesquels employés, tous des Chinois, avaient par la suite été libérés, après d'âpres négociations conduites par les autorités camerounaises.

Un contingent de l'armée camerounaise en occurrence le Bataillon d'Intervention Rapide (BIR) avait été affecté à la sécurisation

de la base-vie de la société chinoise Sinohydro, alors chargée d'exécuter les travaux. Par ailleurs, des éléments mobiles de cette unité d'élite de l'armée camerounaise scionnaient le long du tronçon pour dissuader toutes éventualités d'attaques terroristes (voir photo n°1). Malgré ces mesures sécuritaires, les employés chinois chargés de l'exécution des travaux sur le terrain subissaient toujours des attaques sporadiques des groupes isolés de terroristes à bord des motos. Au regard de cet état perpétuel du danger, l'entreprise chinoise Sinohydro responsable du chantier a abandonné les travaux. C'est ainsi que pendant quatre ans, les travaux de construction de cette Nationale n°1 reliant le Cameroun au Tchad ont été stoppés. L'arrêt de ces travaux a fragilisé l'économie sous régionale en occurrence dans les deux pays voisins frères et amis que sont le Cameroun et le Tchad.

Photo n°1 : Patrouille du Bataillon d'Intervention Rapide sur la Route Mora-Dabanga-Kousseri



Source : Extrait du Rapport 2014 du MINEPAT sur l'impact de la crise sécuritaire aux frontières sur l'économie camerounaise

L'armée camerounaise en occurrence le Bataillon d'Intervention Rapide sillonne cette route dangereuse afin de dissuader toute éventuelle attaque des groupes terroristes de Boko Haram et autres bandits de grand chemin qui raquent et dépossèdent les voyageurs de leurs biens. Il faut relever que c'est grâce à ses patrouilles mixtes qu'il y a un peu de sécurité sur ce corridor transnational. Au-delà de l'impact sur l'arrêt des travaux, on note également l'impact socioéconomique.

2.2. Impact Socioéconomique

Pour la reprise et la conduite des travaux en toute sécurité, le gouvernement camerounais, sur autorisation de la Banque mondiale, principal pourvoyeur de fonds de ce projet, a confié les travaux au génie militaire, une unité spécialisée de l'armée, qui doit livrer le chantier dans 24 mois. Financée par la Banque mondiale, à hauteur d'environ 70 milliards FCFA, la route Mora-Dabanga-Kousséri est une infrastructure stratégique dans les échanges commerciaux entre le Cameroun, le Nigeria et le Tchad. En effet, cet axe routier est la principale voie de transit des marchandises en provenance de l'État du Borno, au Nigeria, à destination de la région camerounaise de l'Extrême-Nord, et de Ndjamena, la capitale tchadienne. Cette route est, par ailleurs, un tronçon du corridor Douala-Ndjamena, sur lequel transitent pour environ 340 milliards de francs CFA de marchandises tchadiennes, chaque année, selon des statistiques de la douane camerounaise datant de 2013. L'arrêt des travaux dû aux problèmes sécuritaires sur cet axe interétatique crée non seulement un manque à gagner pour les opérateurs économiques mais aussi ralenti le flux des transactions commerciales.

Dans le secteur des transports, l'on observe une forte baisse (-45% dans la Région de l'Extrême-Nord) des immatriculations des nouveaux véhicules du fait de l'arrêt des importations en provenance de l'Afrique de l'Ouest et transitant par le Nigeria. Concernant le transport transfrontalier, l'activité est pratiquement en arrêt à cause des kidnappings et demande des rançons subi par les transporteurs sur ce tronçon. Les données du pesage routier de Yonkélé (entrée sud de Maroua) montrent que le trafic des marchandises a baissé de 7% en glissement annuel essentiellement liés à la baisse des véhicules en provenance du port de Douala et à destination de Ndjamena au Tchad. En outre, les agences de voyages et transporteurs interurbains qui font les lignes Maroua-Mora et Maroua-Kousséri ont vu leurs chiffres d'affaires en baisse du fait non seulement de la réduction du nombre de voyage par crainte des prises d'otage par Boko Haram, mais aussi la mauvaise qualité de la route. La reconstruction de cet axe routier va donner un nouvel élan à l'économie sous régionale, abolir le calvaire des voyageurs et apporter un souffle nouveau aux populations le long du tronçon. En outre, la présence des groupes armés, ont des

conséquences néfastes sur l'activité commerciale. Les principaux effets observés sont:

- la raréfaction des produits en provenance du Tchad (bétail) et du Nigéria, notamment les motocyclettes, les pièces détachées, les boissons gazeuses, les boîtes de conserve, les tissus de pagne, les détergents et produits cosmétiques, les produits plastiques, les produits pétroliers, les engrais, les matériaux de construction (ciment, feuilles de tôle, les fers à béton, etc.), les appareils électroniques et l'électroménager ;

- les difficultés d'écouler certains produits à destination du marché régional principalement destinés au Nigéria, au Tchad, voire en Libye. Ces produits qui sont également consommés localement, comprennent les produits agricoles (les céréales, les tubercules, les oignons, l'ail, les fruits, le riz paddy, les légumineuses, etc.), les produits d'élevage (bovins, petits ruminants, volailles), les produits de la tannerie, le riz importé, les savons, le poisson séché, les peaux animalières. S'y ajoutent les produits à vocation à la réexportation ou en transit (riz, sucre, viande). Ce qui a surtout entraîné une baisse des prix des denrées alimentaires et des produits de l'élevage engendrant une diminution des revenus des agriculteurs et des éleveurs. Cette menace se traduit à terme par un désinvestissement, notamment dans les segments à forte intensité capitalistique (embouche bovine).

- Les pertes de crédits en marchandises accordés à certains clients qui sont tombés en faillite ou décédés suite aux affrontements armés. Ce problème est plus important chez les grands distributeurs où plus de 50% des clients proviennent du Tchad et du Nigéria. Dans la région de l'Extrême-Nord, l'activité de distribution et d'approvisionnement des marchés notamment dans les zones de grandes consommations est rendue difficile du fait de la mesure interdisant la mobilité des motocyclettes.

2.3. 1^{er} mars 2018, reprise des travaux par le Génie militaire pour un retour normal des activités économiques sur cet axe routier

C'est avec une effervescence hors du commun que les populations, les forces vives, les élites, les riverains et les opérateurs économiques, ont accueilli l'annonce de la reprise des travaux de reconstruction du tronçon Mora-Dabanga-Kousseri, segment important du corridor Douala-Ndjamena, au cours de la cérémonie officielle de lancement des travaux tenue le 01er mars 2018 à Kousseri.

Aux côtés du Ministre Emmanuel Nganou Djoumessi qui présidait le lancement officiel de cet important projet, les Ministres Joseph Beti Assomo en charge de la Défense, Alamine Ousmane Mey des Finances, le Ministre délégué auprès du Ministre des Relations Extérieures chargé de la coopération avec le Monde islamique, la Directrice des Opérations de la Banque Mondiale pour le Cameroun, et d'autres membres du gouvernement, élites et forces vives de la région de l'Extrême-nord, ont rehaussé d'un éclat particulier, ce moment fort symbolique qui n'a pas échappé aux autorités traditionnelles et religieuses de cette région, toutes aussi nombreuses.

Les travaux de réhabilitation de l'axe Mora-Dabanga-Kousseri (photo n°2) longue de 212 km sont subdivisés en 03 sections : -Mora-Waza : longue de 62 km, cette section va subir un renouvellement entier en béton bitumeux (5cm), avec une couche de gravier concassé et une base de gravier de 5cm ; -Waza-Dabanga : avec ses 70 km et demi, ce tronçon va être complètement assaini. La pose des buses en béton et des nids de poules en béton sur la chaussée existante constituent ses travaux ; -Dabanga-Kousseri : la plus longue section, elle va être entièrement recouverte de béton bitumeux d'une épaisseur de 5cm, avec une fondation en gravier concassé et une base en gravier bitumé de 12 cm. Les travaux vont s'exécuter pendant une durée de vingt-quatre mois.

Photo n°2 : Reprise des travaux sur la phase 1 du projet par le Génie militaire



Source : *Cameroon Tribune*

La photo ci-dessus illustre le démarrage des travaux sur ce tronçon routier. Le Génie militaire qui est à pied d'œuvre terrasse la chaussée qui se trouvait déjà dans un piteux état. En lançant officiellement les travaux de la Route Mora-Dabanga-Kousseri le 1er Mars 2018, le Ministre des Travaux publics a rappelé l'importance qu'incarne ce projet dans les grandes réalisations du Chef de l'État. Il a par ailleurs précisé que le gouvernement camerounais va fournir encore plus d'efforts afin de doter les populations d'infrastructures de transport. Il est important de souligner que la signature d'un accord-cadre entre le Mintp et Joseph Beti Assomo, le Ministre délégué à la Présidence chargé de la Défense, pour les besoins de la cause a eu lieu en avril 2017, Joseph Beti Assomo avait alors donné, les assurances de la bonne conduite des travaux par le Génie militaire.

Conclusion

Au terme de cette analyse, il en ressort que l'Extrême-Nord du Cameroun a toujours été sujet à des problèmes d'insécurité parmi lequel la secte islamiste et terroriste Boko Haram. Cette nébuleuse qui est née en 2003 dans l'État de Maidougouri au Nord-Est du Nigéria a utilisé le Cameroun comme base arrière dans sa course poursuite face à la répression de l'armée nigériane. C'est ainsi qu'à partir de 2013, la secte terroriste a commencé à multiplier ses exactions au Cameroun. Au rang de ces multiples attaques, il y'a le kidnapping des employés de la société Sinohydro en charge de la construction de la route Mora-Dabanga-Kousseri, tronçon multinational constituant la porte d'entrée et de sortie de l'économie tchadienne, mais aussi un axe primordial pour l'économie de la zone CEMAC, plus singulièrement du Tchad et du Cameroun. Face à cette situation d'insécurité qui planait comme une épée de Damoclès sur la tête des travailleurs chinois, ils ont déserté les sites et c'est ainsi que les travaux ont été stoppés pendant plus de 4ans. C'est fort de cela que des mesures s'imposent avec acuités. Il s'agit notamment de la promotion d'une coopération militaire et sécuritaire entre les pays membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad ; renforcer l'auto-défense à travers les comités de vigilance ; renforcer la cohésion armée-nation afin que les populations dénoncent tout cas suspect.

Références bibliographiques

1. Sources secondaires

1.1. Ouvrages

ISSA, Saïbou, 2010, *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du Lac Tchad*, Paris, Karthala.

1.2. Articles de revues et chapitre d'ouvrage

DJIKE DONGMO, Léonie, 2016, « Entretien et réhabilitation du réseau routier au Cameroun : mythe ou réalité », in *Nkefju Policy Institute*, Denis et Lenora Foretia, pp.11-12.

POMMEROLLE, Marie-Emmanuelle, 2015, « Les violences dans l'Extrême-Nord du Cameroun : le complot comme outil d'interprétation et de luttes politiques », in *Politique africaine*, n° 138, pages 163 à 177

HIGAZI, 2013, « Les origines et la transformation de l'insurrection de Boko Haram dans le Nord du Nigeria », *Politique africaine*, n° 130, p. 137-164.

HIGAZI, 2015, « Mobilisation into and against Boko Haram in North-East Nigeria », in *K. Tall, M.-E. Pommerolle et M. Caben (dir.), Collective Mobilisations in Africa. Enough is Enough !/Mobilisations collectives en Afrique. Ça suffit !*, Leyde, Brill/Africa-Europe Group for Interdisciplinary Studies.

1.3. Rapports

MINTP, 2019, Rapport sur l'état d'évaluation des travaux de la route Mora-Dabanga-Kousseri.

Rapport, 2015, CONAROUTE, « État du réseau routier camerounais », p.11.

Rapport décembre 2014 du MINEPAT sur l'impact de la crise sécuritaire aux frontières sur l'économie camerounaise

1.4. Journaux

La Météo, 23 février 2015.

L'Œil du Sahel, n° 578, 20 février 2014.

L'Œil du Sahel, n° 588, 27 mars 2014.

L'Œil du Sahel, n° 591, 7 avril 2014.

L'Œil du Sahel, n° 606, 2 juin 2014.

L'Œil du Sahel, n° 607, 5 juin 2014.
L'Œil du Sahel, n° 622, 29 juillet 2014.
L'Œil du Sahel, n° 673, 29 janvier 2015.
L'Œil du Sahel, 15 mai 2015.
L'Œil du Sahel, 16 avril 2015.
L'Œil du Sahel, 12 mars 2015 et 11 mai 2015.
Mutations, 2 septembre 2014.

NGOM, Pierre, 2018, « Le temps des réalisations : gros plan sur les chantiers du Président Paul Biya durant le septennat octobre 2011 à octobre 2018 », In *Le temps des réalisations, bulletin bilingue d'information du Cabinet Civil de la présidence de la République du Cameroun*, parution de mai 2018, p.2.

1.5. Sources électroniques

Agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), « Le chef du HCR António Guterres en visite auprès des réfugiés nigériens au Nord du Cameroun » [en ligne], 24 mars 2015, <www.unhcr.fr/5512873cc.html>, consulté le 2 mai 2020.

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/12/29/le-nigeria-face-au-spectre-d-une-guerre-de-religion_1623966_3212.html

<https://www.theguardian.com/world/2012/feb/09/somali-al-shabaab-join-alqaida>

<http://www.rfi.fr/afrique/20160421-tchad-nigeria-liens-etatislamique-boko-haram>